

Très Grande Crise Multidimensionnelle, destruction créatrice et territoires

Henri REGNAULT
Université de Pau et des Pays de l'Adour
henri.regnault@univ-pau.fr

Ce texte s'articule autour d'un exposé fait le 27 novembre 2009 au Conseil Régional PACA à Marseille, à l'occasion du séminaire « Sortir l'Europe de la Crise : les réponses des régions », organisé par la CRPM

Quelle est la nature de la crise que nous vivons ? Ce n'est pas une simple récession, lisible à l'aune d'une baisse de PIB sur deux trimestres consécutifs. Ce n'est pas non plus une réédition de la dépression des années 30 : c'est très différent et c'est bien plus compliqué. Nous sommes dans une Très Grande Crise Multidimensionnelle (TGCM) sans précédent historique, qui ouvre un processus de destruction créatrice d'une intensité exceptionnelle, dans lequel les territoires vont s'insérer inégalement en fonction de leurs capacités à mettre en œuvre des politiques susceptibles de contenir les effets collatéraux de la destruction et de dynamiser la création.

La première partie de ce texte, **Très Grande Crise Multidimensionnelle et destruction créatrice**, emprunte largement à la conclusion *De la nature de la crise* de mon *Journal de Crise : août 2007 – novembre 2009, des subprimes à l'illusion de la reprise* (à paraître 2010¹). La deuxième partie, **L'avenir des territoires passe par leur capacité à gérer la destruction créatrice**, a été conçue spécialement pour cette réunion de Marseille qui me donne l'occasion d'initier un pont entre mes analyses générales sur la crise et une réflexion sur les territoires, retour aux sources pour un chercheur qui a commencé sa carrière comme régionaliste et aménageur avant de se consacrer à l'économie internationale via l'économie du développement.

¹ De brefs extraits de mes premières chroniques trimestrielles (LA CRISE, N° 1 sept. 2007 à N°5 déc. 2008) sont disponibles sur : http://www.imer.fr/PDF/Extraits_de_JOURNAL_DE_CRISE.pdf . On peut voir aussi : *La très grande crise et ses débats*, intervention dans le séminaire IMERA du 26 mars 2009, qui reprend des éléments de LA CRISE N°6 : http://www.imer.fr/images/stories/PDF/3hr_expos_imer1.pdf .

1. Très Grande Crise Multidimensionnelle et destruction créatrice

La TGCM n'est pas un épisode conjoncturel mais un défi structurel, et les politiques pour la traiter ne relèvent pas de l'action conjoncturelle et donc pas des recettes keynésiennes de relance (qui ont fait merveille dans la deuxième moitié du 20^e siècle pour sortir des récessions). Le problème n'est pas de relancer mais de refonder. **La TGCM est une crise multi systèmes mondiale à haut potentiel de destruction créatrice.**

La TGCM est une crise multi systèmes sans précédent dans l'histoire humaine. Elle est systémique au sens le plus large que l'on puisse donner à ce mot. Il ne s'agit pas seulement de l'effondrement en série des établissements bancaires, la faillite de l'un entraînant la faillite d'autres et ainsi de suite. Fort heureusement, nous avons échappé, de peu, à l'automne 2008, à un tel effondrement, l'enchaînement infernal à partir de la faillite de Lehman Brothers ayant pu être stoppé par l'action des banques centrales. Mais, dans la période actuelle, il faut avoir de la crise systémique une conception beaucoup plus large : d'une part, la crise est celle de l'ensemble du système social (économique, politique, idéologique) et, d'autre part, elle concerne aussi l'articulation de ce système social et des écosystèmes (épuisement de ressources, disparition accélérée d'espèces, environnement et climat).

Par ailleurs, **la TGCM est mondiale**, autre dimension de multi dimensionnalité, au sens spatial : en effet, elle n'est pas seulement cantonnée aux pays dont elle est partie. Le débat couplage / découplage entre les Etats-Unis et le reste du monde (ou entre pays développés et pays émergents) est aujourd'hui tranché dans le sens du couplage : la crise est contagieuse mais avec décalages temporels, du fait des délais de transmission, et avec des nuances d'intensité suivant les territoires.

Nous sommes confrontés à la **concomitance d'une crise de régulation et d'une indispensable rupture technologique imposée par l'inadéquation société humaine / écosystème**. **La crise de régulation** tient à l'épuisement du modèle fordiste pour cause de mondialisation puis au caractère insoutenable du modèle de régulation à la Greenspan par endettement des ménages : par modèle fordiste, pour dire les choses simplement, on fait référence à la période des Trente Glorieuses pendant laquelle les salaires ont pu progresser au rythme de la productivité, permettant ainsi une augmentation de la demande de biens de consommation ; par greenspanisme (néologisme pas du tout reconnu par les sphères académiques !) j'entends un ensemble de pratiques monétaires (taux bas) et financières (prêts accordés très facilement, titrisation de créances incertaines...) qui a débouché sur un très fort endettement des ménages, déclenchant le détonateur des *subprimes*. **L'inadéquation entre société humaine et écosystème** tient à l'impossibilité de prolonger les technologies actuelles et en particulier le modèle énergétique sous jacent pour cause d'épuisement des ressources fossiles et de suspicion (pas de certitude absolue) d'impact climatique du modèle énergétique carbone. C'est cette concomitance qui fonde la spécificité de la TGCM par rapport aux crises antérieures : je ne parle pas seulement des crises conjoncturelles ou des chocs pétroliers, mais

aussi de la grande dépression des années 30 qui, d'une part, n'a pas été aussi globale, ne touchant pas l'ensemble de la planète, et, d'autre part, est restée purement économique, sociale et politique dans ses tenants et aboutissants, sans avoir à gérer simultanément une refondation du modèle technologico-énergétique. Le monde d'avant 1929 est celui du pétrole débutant, le monde d'après les années 30 est celui du pétrole triomphant, dans le même univers technologique et énergétique. Cette fois-ci nous sommes entrés en crise dans l'ère du pétrole finissant et donc d'une absolue nécessité de refonder le modèle énergétique. Cette différence fondamentale entre la TGCM actuelle et la dépression précédente devrait refroidir l'ardeur à proclamer la sortie de crise de tous ceux qui pensent que les progrès de la « science » économique font que la dépression a été évitée et qu'on sort tranquillement de la parenthèse d'une récession. La parenthèse va s'étaler sur une longue période, parce qu'on ne peut pas repartir comme avant et qu'il faut négocier un virage compliqué.

La différence avec la grande dépression est saisissante. Limitons-nous ici à deux exemples : dans les années 40 et 50 on ne produit pas les denrées agricoles très différemment que dans les années 30 (pas encore de semences hybrides), sous réserve du développement progressif de la mécanisation ; des améliorations sont certes intervenues dans l'industrie automobile mais la technique de locomotion est la même, fondée sur le moteur à explosion. Par contre, aujourd'hui, si on se projette dans 20 ans :

- il est probable que nous ne cultiverons plus les mêmes plantes (l'évolution est déjà amorcée, en dépit de fortes réticences en Europe sur l'introduction des semences génétiquement modifiées), dans le cadre des innovations biotechnologiques; la palette des produits phytopharmaceutiques en sera fortement rétrécie et l'industrie des phytosanitaires profondément réorganisée, et c'est heureux pour la santé des utilisateurs, la préservation des espèces et des ressources en eau (quantitativement si les nouvelles plantes cultivées sont moins exigeantes en eau, qualitativement si l'utilisation des phytosanitaires et des nitrates est limitée). Nous avons devant nous une nouvelle révolution agricole : après celle des assolements (au 18^{ème} siècle), celle des semences hybrides dans la deuxième moitié du 20^e, voici venir celle des biotechnologies. Chacune d'elle a joué un rôle déterminant dans la capacité de l'humanité à gérer sa croissance démographique.

- il est probable aussi que nous roulerons encore largement dans des voitures individuelles sur courtes et moyennes distances, mais sans recourir à la motorisation pétrolière (au moins dans les zones urbaines) et en développant le moteur électrique, et c'est positif aussi bien en terme de nuisances sonores que de qualité de l'air. La poursuite de l'utilisation des matières énergétiques carbonées encore disponibles et du charbon en particulier suppose le développement des techniques de capture du carbone (enfouissement du CO₂), autre front important de l'innovation technologique nécessaire.

Mais où est le lien avec la crise actuelle ? Ce processus de destruction créatrice aurait eu lieu de toutes manières, me dira-t-on : oui, mais il va en être accéléré considérablement. En

projetant violemment les citoyens consommateurs dans l'incertitude de leur avenir économique, en les confrontant à la baisse de leur pouvoir d'achat, en réduisant fortement la demande adressée à l'économie pour cause de désendettement, la crise financière, partie des *subprimes*, est un formidable accélérateur de prise de conscience par les consommateurs comme les producteurs de la fragilité de notre modèle de développement et de la nécessité de recréer le plus rapidement possible les conditions d'un modèle économique soutenable à tous points de vue : socialement équitable, économiquement viable et écologiquement sain. Les consommateurs, confrontés à la perspective d'une baisse de pouvoir d'achat (pendant leur vie active et encore plus la retraite une fois arrivée) sentent confusément qu'ils n'ont pas le droit de se tromper dans l'achat de leur voiture comme de leur logement : pour repartir dans de nouveaux achats de biens durables, sous endettement contrôlé, ils doivent être sûrs qu'on leur propose la dernière technologie répondant aux exigences d'économie d'énergie et d'économies tout court. Les producteurs vont donc être confrontés à la nécessité d'accélérer le calendrier de mise en œuvre des innovations s'ils veulent sécuriser leur demande, au risque de devoir dévaloriser eux-mêmes des investissements antérieurs non encore amortis, ce qu'ils cherchent en général à éviter.

Keynes s'est imposé au sortir de la crise des années trente comme le grand économiste de la demande et des politiques économiques de soutien à l'activité. Mais Keynes n'est sans doute pas la référence qui nous permet de comprendre la TGCM : si la sortie de crise des années 30 s'est faite à technologie constante, la sortie de la crise actuelle ne pourra se faire que dans le cadre d'une rupture technologique. Dès lors, c'est vers Schumpeter² et son analyse de la destruction créatrice et du rôle des innovations technologiques que nous devons nous tourner. Là où Keynes fut l'économiste d'une crise à technologie constante, Schumpeter devrait apparaître comme l'économiste d'une crise à rupture technologique. Ce n'est pas en creusant des trous pour les reboucher (façon de verser des salaires et de stimuler la demande) ou en faisant voler les hélicoptères de Bernanke pour distribuer des dollars qu'on brisera la barrière technologique que représente le changement climatique, l'épuisement de ressources non renouvelables et la nécessité de nourrir correctement 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050.

La Très Grande Crise est donc Multidimensionnelle par excellence, avec des dimensions économiques, sociales, politiques et écosystémiques inextricablement liées, qui s'imposent à tous les pays de la planète. Au-delà des phases de stagnation qui nous attendent à court et à moyen terme (après une éventuelle purge paroxystique encore à venir), la véritable sortie de crise économique par enclenchement d'un nouveau cycle technologique est inséparable de la réponse aux défis alimentaires, énergétiques, et environnementaux d'une humanité qui poursuit sa croissance démographique. Sans ces avancées technologiques, chaque velléité de reprise économique un peu sérieuse viendra se briser sur les verrous alimentaires et énergétiques : la hausse des prix alimentaires et énergétiques alimenterait une baisse du

² Né en 1883, comme Keynes, par ailleurs année de mort de Marx, premier grand analyste de la crise ... quelle année pour l'Histoire de la Pensée Economique !

pouvoir d'achat, une réduction de la demande des autres biens et donc une spirale récessive. Chaque amorce de reprise contiendrait en elle-même son annihilation. La véritable sortie de crise et l'enclenchement d'un nouveau cycle de long terme suppose de faire sauter le verrou alimentaire par la révolution biotechnologique et le verrou pétrolier par la conversion énergétique (renouvelable, nucléaire, charbon avec enfouissement du carbone). Ces deux verrous ne sont d'ailleurs pas indépendants, reliés par la problématique des agro carburants.

Finalement il faut bien admettre que la TGCM et la Grande Dépression des années 30 sont profondément différentes, dans leur nature profonde, leurs caractérisations technologiques et économiques, les politiques qu'elles appellent et les références théoriques auxquelles elles renvoient, comme tente de le synthétiser schématiquement – donc sans nuances – le tableau ci-dessous :

La non comparabilité entre la Grande Dépression et la TGCM

Critères de comparaison	Grande Dépression des années 30	TGCM depuis 2007, en cours
Nature profonde de la crise	<i>Crise dans la relation homme – homme</i>	<i>Crise dans la relation homme – homme + homme – nature</i>
Caractérisation technologique	<i>Crise à technologie constante</i>	<i>Crise à rupture technologique</i>
Caractérisation économique	<i>Crise de demande</i>	<i>Crise de demande à court terme + crise d'offre non soutenable à long terme</i>
Politique de sortie de crise	<i>Politique de relance</i>	<i>Politique d'innovation</i>
Auteur de référence	<i>Keynes</i>	<i>Schumpeter</i>

Source : *De la nature de la crise* in REGNAULT H., Journal de Crise : Août 2007 – Novembre 2009, Des subprimes à l'illusion de la reprise, A paraître 2010.

2. L'avenir des territoires passe par leur capacité à gérer la destruction créatrice

Les territoires qui intégreront la destruction créatrice dans leurs raisonnements stratégiques sortiront victorieux de la TGCM, les autres seront les perdants.

La définition du mot territoire étant relativement floue et sujette à de multiples variantes, je commence par préciser ma propre définition, qui n'engage que moi et ne s'impose à personne d'autre, mais me semble indispensable pour ouvrir un pont intellectuel entre la crise et les territoires. J'entends donc par territoire **un espace socialisé, régulé, appropriable par ses habitants, susceptible de se projeter dans l'avenir, de définir des stratégies et d'y affecter des ressources**. C'est donc là une définition d'économiste : pas de budget, pas de territoire ! Mais c'est aussi une définition profondément politique : pas de liberté de circulation, pas de territoire non plus car une telle liberté est la condition minimale de l'appropriation de l'espace par ses habitants, qui peut leur faire considérer qu'il s'agit bien de leur territoire.

Une telle définition peut s'appliquer à des espaces de tailles très diverses, depuis l'unité territoriale administrative de base, une commune, jusqu'à des ensembles de pays acceptant des règles communes et disposant d'un minimum d'institutions dotées de moyens collectés, directement ou indirectement, auprès des personnes physiques et morales qui occupent ou sont en relation avec cet espace. Les nations sont bien évidemment des territoires au sens de cette définition. A l'intérieur des nations, les sous-division spatiales dotées de budgets propres (en France, régions, départements, communes) sont des territoires au sens de ma définition, même si des doutes peuvent éventuellement planer sur l'autonomie dans la collecte des ressources. A l'échelle plurinationale, l'Union Européenne est un vrai territoire, l'ALENA ne l'est pas, l'Euro-Méditerranée non plus. Des accords commerciaux de type libre-échange ne fondent pas un territoire, qui ne peut pas se limiter à la facilitation des relations marchandes, sans mise en commun de ressources et sans libre circulation des habitants. Par contre, dès l'Union douanière, si les recettes douanières sont affectées à l'ensemble des partenaires, via un embryon institutionnel, on peut commencer à parler de territoire si une liberté de circulation minimum existe, condition indispensable de l'appropriabilité de l'espace par ses habitants. Mais, hormis l'UE, il faut bien admettre que la portée pratique du territoire multinational est faible voire inexistante. Sans budget, l'ALENA (fut-il un accord d'intégration profonde) ne fonde pas un territoire, faute de pouvoir collecter et affecter des ressources. En dépit de transferts budgétaires (MEDA puis fonds de la politique de voisinage) mais sans liberté de circulation la zone euromed ne peut pas y prétendre non plus : tant qu'il existera des visas (et ce n'est pas demain la veille de leur disparition !)... la zone euromed ne sera pas un territoire mais une juxtaposition de territoires.

Sur la base de cette définition du territoire, comment envisager la relation qui s'établit entre un territoire et la TGCM. Des territoires en sortiront plus forts, d'autres affaiblis. Trois questions se posent immédiatement, et je vais essayer d'y apporter des premiers éléments de réponse, qui resteront néanmoins à un niveau assez général et qu'il appartient aux responsables territoriaux de décliner dans les conditions spécifiques à leurs territoires :

1. Quels sont les critères d'appréciation du potentiel d'affaiblissement ou de renforcement d'un territoire dans la TGCM ?

2. Quelle est l'intensité possible de remise en cause de la hiérarchie actuelle des territoires ?

3. Quels sont les leviers de l'optimisation du positionnement d'un territoire face à la TGCM ?

Les critères d'appréciation du potentiel d'affaiblissement ou de renforcement d'un territoire sont à rechercher dans une double direction :

- la capacité à maintenir la cohésion sociale du territoire, en tant que fin en soi certes, mais aussi en tant qu'outil de maintien de la paix civile, sans laquelle il ne peut y avoir de garantie de la vie humaine et du droit de propriété et donc d'attractivité pour l'investissement, qu'il soit local, national ou étranger. Les dérapages éventuels seront très handicapants pour les territoires qui les connaîtraient.

- la capacité à s'insérer dans les nouvelles technologies, dans un double mouvement de création (avec l'emploi très qualifié, les brevets et rentes d'innovation associés) et/ou d'application, de mise en œuvre à grande échelle (avec les emplois qui en découlent).

Le débat sur **l'intensité possible de la remise en cause de la hiérarchie** actuelle des territoires revient à s'interroger sur le degré d'inertie des hiérarchies et sur les conditions de leur bouleversement. En règle générale, l'inertie l'emporte sur le bouleversement, parce que les positions acquises donnent les atouts indispensables à la poursuite de la progression : la richesse va aux riches et la pauvreté s'auto entretient. Toutefois, en période de rupture technologique forte, et nous entrons dans une telle période, le bouleversement peut l'emporter sur l'inertie : le territoire qui prend du retard à s'inscrire dans le nouvel univers technologique peut vite régresser dans la hiérarchie. On a vu dans années 70 et 80, aussi bien sur la sidérurgie (passage à la coulée continue) que sur l'horlogerie (passage à l'électronique), que les barrières à l'entrée (supposées protéger les anciens vis-à-vis de nouveaux concurrents) pouvaient se retourner, piégeant les anciens dans des investissements non amortis alors que les nouveaux bénéficiaient de conditions de production optimales : les territoires européens portent encore les stigmates de cet épisode, mieux vaudrait ne pas recommencer ! Attention donc à ne pas manquer la révolution biotechnologique ni la conversion énergétique.

Enfin, disons quelques mots sur **les leviers de l'optimisation du positionnement d'un territoire face à la TGCM**. Pour gérer la destruction créatrice les territoires disposent de

moyens en quantités limitées, voire très limitées. Les politiques d'inspiration keynésienne qui ont été conduites depuis le début d'effondrement du système financier mondial ont débouché un endettement élevé des Etats, certes préférable à celui des ménages mais qui atteint ses limites si on ne veut pas assister à la multiplication de défauts sur dette souveraine. On ne peut donc s'attendre qu'à de fortes tensions sur les budgets territoriaux et à la nécessité d'un ciblage de plus en plus sélectif des dépenses. Il faut d'autant moins se tromper dans l'affectation que les fonds sont difficiles à réunir et les enjeux décisifs. Une règle impérative me semble s'imposer : accompagner le déclin sans chercher à y résister ; s'insérer pleinement dans les courants porteurs et si possible en être précurseur.

Une règle d'or de la gestion territoriale de la TGCM face à la destruction créatrice pourrait s'énoncer ainsi : accompagnons la destruction en aidant les hommes des activités³ en déclin mais pas ces activités elles-mêmes ; stimulons la création en favorisant l'émergence et la diffusion des nouvelles technologies par la recherche, la formation et l'appui à la R&D des activités émergentes.

Mais il faut bien reconnaître que les responsables territoriaux vont être placés devant un dilemme terrible : comment doser les efforts entre soutien aux hommes des activités du passé et soutien à l'émergence des activités de l'avenir ? Confrontés à une telle responsabilité face à l'avenir des territoires, je ne peux que souhaiter bon courage et bonne chance à ces responsables territoriaux. Rarement sans doute ont-ils dû assumer un enjeu aussi crucial, car une chose est sûre : à la sortie de la TGCM, à un horizon de 15 à 20 ans, il y aura des territoires gagnants et des territoires perdants. Sans pouvoir encore mettre des noms sur les gagnants et les perdants, on peut d'ores et déjà annoncer que :

- les gagnants seront les territoires schumpetériens innovateurs

- les perdants seront les territoires keynésiens⁴ relanceurs.

Henri REGNAULT
Pau, le 9 décembre 2009

³ C'est tout à fait volontairement que j'emploie le mot activité et non le mot secteur. Aucun secteur en soi n'est condamné, pour autant qu'il corresponde à un besoin certain des hommes, par contre c'est telle ou telle façon de produire, avec des intrants donnés et selon une combinaison technologie/capital/travail (que j'appelle activité), qui peut être condamnée en soi ou sur tel ou tel territoire. Le secteur automobile en soi n'est pas condamné, mais l'activité consistant à produire des véhicules lourds à moteurs fonctionnant avec des produits pétroliers n'a pas un grand avenir (indépendamment même du niveau des salaires). Par contre, des voitures plus légères à moteur électrique ont un bel avenir en milieu urbain.

⁴ Pour éviter tout malentendu, je précise que relativement à la crise que nous vivons, je ne suis ni keynésien ni anti keynésien : je suis akeynésien au sens où Keynes ne m'apporte pas les grilles de lecture essentielles dont j'ai besoin pour imaginer les futurs possibles. Par contre je pourrais redevenir keynésien dans l'analyse d'une crise conjoncturelle classique et préconiser le recours aux stabilisateurs automatiques et au plan de relance par soutien de la demande : mais ce n'est pas ce qui nous occupe actuellement, on a plus besoin de réorienter l'offre que de stimuler la demande.